

MÉTAMORPHOSES DE LA REPRÉSENTATION POLITIQUE AU BRÉSIL ET EN EUROPE



Sous la direction de
Daniel PECAUT et Bernardo SORJ



Éditions du CNRS

BRÉSIL : LA PRÉ-RÉVOLUTION DE LA CONSOMMATION DE MASSES

PAR

Antonio BARROS DE CASTRO

On dit que chaque génération est tentée de réexaminer et de ré-écrire l'histoire à la lumière de ses problèmes et de ses valeurs. Dans le cas du Brésil, qui donne l'impression d'être encore ouvert à tous les devenirs, cette opération est particulièrement aisée. Il n'y a pas lieu d'être surpris que les années 1980, si exceptionnelles par la quantité et la dureté des expériences imposées au peuple brésilien, soient converties en une manière de référent à partir duquel le passé est soumis à révision. La décennie qui s'achève apparaît comme une manière d'inexorable dénouement.

Un jour il sera possible d'effectuer un examen rigoureux et détaillé de l'évolution des problèmes – et de leur perception – au long de cette phase. Il ne me semble cependant pas difficile de parvenir d'ores et déjà à un accord au moins sur un point : les inégalités brutales qui caractérisent cette société sont désormais au centre des critiques, des discussions et des propositions pour l'avenir. Du reste, il suffit pour s'en convaincre, de jeter un coup d'œil sur les programmes des candidats qui sont arrivés aux quatre premières places lors du premier tour de la récente élection présidentielle. Conférer la primauté au problème de la distribution a plusieurs conséquences. Cela signifie, avant tout, que le problème économique qui retient le plus l'attention tend à être conçu comme directement lié, voire subordonné, à la politique. Dans ces conditions, le rejet du régime politique précédent tend souvent à se traduire ou à se confondre avec le rejet de toute sa politique économique, au nom d'une attitude qui peut se résumer ainsi : « contre tout ce qui existe ».

L'idée si répandue qu'une décennie a été perdue semble encore, dans un tel contexte, trop restrictive. Il est tentant d'aller plus loin et de voir dans cette décennie le signe de tout un passé. En définitive, si tel est le triste dénouement, pourquoi ne pas reconnaître que notre histoire est celle d'une défaite.

Adopter un tel point de vue comporte, faut-il le préciser, d'énormes conséquences. Dans le passé, on ne veut plus mettre en lumière que ce qui a trait aux amertumes du présent et, d'abord, ce qui paraît résumer nos problèmes : une société divisée entre une minorité opulente et une majorité d'ex-

clus. Tout ce qui ne peut être immédiatement relié à la concentration du revenu et de la richesse tend, à son tour, à faire l'objet d'une nouvelle lecture qui tourne autour de ce qui suscite, de quelque manière, le(s) problème(s) qui semble(nt) maintenant le(s) plus aigu(s). Finalement, ce qui ne correspond pas à l'humeur du jour, est relégué dans le silence.

Prenons quelques exemples. Le fait que la croissance économique, même intense, n'ait pas contribué à corriger les inégalités, obsède tellement les esprits que la croissance elle-même en est déqualifiée comme objectif. Dans l'action de l'Etat, dont les fonctions et les effets appellent une analyse nuancée, on ne veut plus voir que le rôle qu'elle aurait joué dans le renforcement des inégalités par le biais des « faveurs » et privilèges accordés à certains groupes. Qu'une gestion qui offre des conditions différentes aux divers segments de la société ait pu aussi contribuer, au fil du temps, à la croissance, à l'emploi et à la formation technologique n'est plus pris en compte. Il en va de même pour le protectionnisme : ne sont plus mis en valeur que les effets négatifs qu'il aurait eu sur la distribution cependant que sont ignorés les possibles effets positifs qui ont pu en découler sur l'emploi ou sur la qualification de la main d'œuvre. Du reste, comme l'emploi n'est pas perçu comme un problème au Brésil, la formation d'un grand contingent de travailleurs préparés au maniement et à la maîtrise des techniques modernes, n'est non plus prise en considération. Les réussites du pays en tant qu'exportateur de produits manufacturés, ne sont pas interprétés comme une sorte d'aboutissement du processus d'industrialisation, mais tenues en mépris : notre compétitivité serait fondée sur des « artifices » tels que le niveau infime des salaires (une fois encore le recours au critère ultime de la répartition du revenu) et les prix artificiellement bas des produits des entreprises publiques (à nouveau le problème de la distribution, cette fois sous la forme de privilèges à des groupes au détriment de l'intérêt du public en général). Tout ce qui ne va pas dans le sens de cette version dominante est, on l'a dit, négligé. Par exemple, aucune mention n'est faite à la croissance explosive, au cours des années 70, du marché des produits manufacturés populaires alors qu'il serait possible d'y discerner un premier pas vers, ou même l'entrée dans la « révolution de la consommation de masses », phénomène qui, bizarrement, semble s'être poursuivi dans les années 80, serait-ce à un rythme plus lent.

Toute cette réinterprétation, encouragée internationalement par la série impressionnante des « désastres du développement » (Hirschman, 1981) a eu un prodigieux succès après l'échec du plan Cruzado. Il est clair qu'elle n'offre cependant aucune base pour penser l'avenir. Elle ramène seulement à la conclusion que le pays devrait être complètement reconstruit ou même refondé. Elle traduit un diagnostic qui met trop l'accent sur la politique et, de ce fait, conduit à suggérer de grandes réformes.

Deux tendances peuvent en tirer profit : le libéralisme économique et les gauches considérées globalement. Le libéralisme et la gauche la plus résolue proclament, en se référant aux lois qu'elles admettent respectivement, que le Brésil n'a jamais été qu'un animal qui ne pouvait voler. Il a cependant volé pendant longtemps et très haut : il a même manifesté, de 1947 à 1980,

le taux moyen de croissance le plus élevé connu jusqu'alors dans le monde, pour le plus grand embarras des théoriciens de ces deux bords. Mais l'échec s'est enfin produit. Réconfortés, sûrs de soi, et utilisant des munitions venant de guerres gagnées dans d'autres contextes, les libéraux se sont vite et efficacement lancés dans le prosélytisme. Profitant de l'énorme frustration suscitée par le capitalisme dans cette partie du monde (peut-être en fonction de l'étape à laquelle il se trouve), rajeunies politiquement par l'émergence d'une nouvelle classe ouvrière, les gauches, encore une fois considérées globalement et traditionnellement portées à dénoncer « tout ce qui existe ici », se trouvent également face à des perspectives favorables. Le changement radical devient, apparemment, un impératif.

Les considérations qui suivent s'écartent de la majorité de ces idées. D'abord parce que je considère que l'image aujourd'hui dominante de la décennie 1980-90 est fautive. Une fois rectifié le diagnostic, ce qui ne peut être fait dans ces quelques pages, il n'y a plus lieu de présenter cette décennie comme le dénouement final. Ensuite parce que je suis loin de partager les convictions à la mode à propos de l'évolution supposée des majorités. C'est ce second point que j'entends traiter.

L'ACCÈS DES MASSES AUX BIENS ET SERVICES MODERNES

Tout le monde sait qu'au Brésil le revenu est extrêmement concentré dans les mains des plus riches. Cette réalité, dont les manifestations sautent aux yeux et se seraient, semble-t-il, aggravées au long des époques, a amené beaucoup d'observateurs à conclure que l'exclusion est une caractéristique essentielle ou constitutive de l'économie brésilienne. La croissance économique ne se serait pas accompagnée, dans le cas du Brésil, de l'élargissement et de la diversification de la consommation de la majeure partie de la population (Furtado, 1972). Seule la « Belgique » serait capable de recueillir les fruits de la croissance, tandis que « l'Inde », la grande majorité, serait exclue. Cette conception du dualisme, largement acceptée à partir du milieu des années 1960 et jusqu'à la première moitié des années 1970, a été reprise récemment, dans une formule nouvelle et incisive selon laquelle une « société moderne industrielle » coexisterait, au Brésil, avec « une société primitive, vivant à un niveau de subsistance » et « comprenant près de 60 % de la population totale » (1). Malgré sa vogue, la thèse peut être critiquée, et l'a été, de diverses façons. L'idée de compartimentalisation - économique et sociale - du marché des biens industriels, qui serait caractéristique du « dualisme », n'est pas corroborée par les informations disponibles pour les dernières décennies. La segmentation du marché du travail qui, implicitement ou expli-

(1) Helio Jaguaribe et autres, *Brasil. Reforma ou caos*. Paz e Terra, 1989, p. 17.

citement, est invoquée, comme marquant l'économie, ne semble aucunement correspondre à l'évolution de l'emploi et des salaires (2).

Pour commencer, considérons le profil de la demande.

TABLEAU 1
Domiciles privés permanents. Quelques caractéristiques

| | 1960 | 1970 | 1980 | 1990 |
|----------------------|------|------|------|------|
| Radio | 35,4 | 58,9 | 76,2 | — |
| Réfrigérateur | 11,0 | 20,1 | 46,4 | 68,6 |
| Téléviseur | 5,1 | 24,1 | 56,1 | 71,5 |
| Automobile | — | 9,0 | 22,7 | — |
| Eau (réseau général) | 21,1 | 32,8 | 54,9 | 70,9 |
| Electricité | 38,5 | 47,6 | 68,5 | 85,9 |
| Habitation précaire | — | — | 9,9 | 6,5 |

Source: Recensements en 1960, 1970, 1980 et PNAD 1990.

Il est facile de constater, au vu de ces données, qu'il est inexact de dire qu'une minorité seulement (habituellement présentée comme constante) ait accès aux biens et services typiquement associés à la « société industrielle moderne ». Bien au contraire, un ample marché de produits manufacturés modernes était en train de se constituer rapidement pendant cette période. Déjà plus ou moins sensible entre la fin des années 1950 et la fin des années 60, le phénomène prend un fort élan pendant la décennie des années 1970. De surcroît, contrairement à ce que l'on suppose souvent, la massification de la consommation de biens durables (à part l'automobile) ne s'est même pas arrêtée pendant la crise des années 1980. Ce constat, dont l'explication n'a pas encore été donnée, ne va pas seulement à l'encontre de la croyance en la compartimentalisation de l'économie et de la société, mais aussi contre le raisonnement selon lequel les résultats impressionnants obtenus dans les années 70 doivent être considérés comme exceptionnels dans la mesure où ils refléteraient des taux de croissance qui ne seront plus jamais atteints. Il apparaît qu'à l'inverse, la diffusion a continué, à un rythme de progression qui dépasse nettement ce qu'on aurait pu attendre dans le contexte des difficultés traversées par le pays. Divers phénomènes peuvent l'expliquer. En premier lieu, les réseaux de distribution de l'énergie électrique se sont développés pendant un certain temps moins rapidement que le marché (potentiel) des biens modernes, ce qui aurait empêché de répondre à une demande qui n'aurait été satisfaite que dans les années 1980. En second lieu, un élargissement substantiel des marchés de biens d'occasion se serait produit pendant cette dernière période, ce qui est une conséquence déphasée du boom des années

(2) Claudio Salm et Luiz Carlos Echenberg, *O mercado de trabalho no Brasil: Estrutura e Conjuntura*. MTb/SES1E1/UFRJ. 1987.

1970. Enfin, les familles économiquement défavorisées ont continué à chercher les moyens de reproduire, serait-ce de manière précaire, le modèle de consommation tenu pour « socialement nécessaire ». Quel que soit le poids respectif de ces facteurs, une chose est certaine : l'intégration de l'espace socio-économique à travers le marché brésilien. Cette intégration, dotée d'une forte inertie et capable de triompher de bien des obstacles – insistons sur le fait que les données englobent le Brésil rural –, s'est poursuivie au long de la « décennie perdue ».

Le tableau I montre aussi qu'à côté de l'élargissement du marché des biens durables, un énorme progrès a eu lieu en ce qui concerne la satisfaction de certaines nécessités de base de la population. Si l'installation de l'eau courante peut être considérée comme une condition de l'adoption d'un style de vie contemporain (et de la réduction de la mortalité infantile), l'arrivée de l'électricité connecte littéralement la famille au monde moderne du point de vue tant matériel que culturel. Il convient enfin de souligner que l'automobile, généralement mentionnée comme un symbole du modèle supérieur de consommation et donc comme hors de portée des masses des pays sous-développés, semblait également destinée (dans les années 1970 en tout cas) à atteindre à une consommation popularisée. En somme, l'ensemble de ces données indique que la grande majorité de la population, qui jusqu'à 1960 ne possédait pas des biens manufacturés modernes et n'avait ni eau ni électricité à son domicile, a eu accès à ces biens en l'espace de 28 ans, à un rythme qui ne peut qu'impressionner. Cela n'a évidemment rien à voir avec la répartition du revenu entre riches et pauvres, question sur laquelle nous allons revenir. Il reste que cette économie a été entraînée dans des changements qui l'ont affectée de part en part. Par-delà la discontinuité dans le profil de la demande, il faut ajouter certaines remarques sur le processus qui a conduit à la formation du marché de masses.

La pénétration de biens manufacturés modernes sur les marchés de bas revenus se réalise à travers le surgissement de produits et/ou de conditions de vente relativement adaptés au pouvoir d'acquisition et au goût des couches populaires. Il s'agit presque là d'une évidence. Malgré tout, la possibilité n'en a même pas été entrevue par ceux qui estimaient que l'économie brésilienne se caractérisait par l'absence de correspondance entre la structure de la demande, supposée discontinue, et la structure de l'offre, perçue comme reproduisant de façon rigide celle qui existe dans les pays développés. D'où les thèses d'après lesquelles le pays tendrait vers la stagnation ou, au contraire, n'y aurait échappé que par le moyen de la re-concentration du revenu, délibérément promue par un régime militaire qui aurait renforcé le pouvoir d'achat des élites et de la classe moyenne et aurait, par là même, rendu possible le lancement de produits plus sophistiqués, et donné un nouvel élan au marché des biens manufacturés. La réalité avançait en fait par d'autres voies. Les erreurs de la vision structurale négativiste venaient de ses prémisses : elles ne prenaient pas en compte que les revenus des couches les

plus défavorisées allaient augmenter considérablement et que l'offre allait manifester une flexibilité véritablement surprenante.

Le marché des appareils de reproduction musicale illustre bien ce qui s'est passé. Le lancement de produits sans cesse plus sophistiqués (récemment les tourne-disques à laser) apparaît une règle. Or cette industrie ne concerne pas seulement les secteurs à pouvoir d'achat élevé, elle s'accompagne d'une rapide pénétration de ses produits (disques, cassettes, appareils de son) dans les foyers populaires. A la source d'une telle diffusion se trouvent l'élévation des revenus perçus par ces foyers, la réduction des coûts des produits – qui deviennent meilleur marché à mesure qu'ils sont « dépassés » – et le lancement d'articles qui cherchent à s'adapter au goût populaire (albums musicaux etc). De la sorte, les disques longue-durée qui, jusqu'aux années 60, étaient considérés comme un produit cher, se sont rapidement répandus jusqu'à devenir un élément de consommation, « y compris parmi les classes les plus basses » (3). En ce qui concerne les appareils de son, il suffit de regarder les produits mis en vente dans le commerce pour constater que ce genre de produits est susceptible d'atteindre de larges secteurs des consommateurs appartenant à diverses tranches de revenus. La flexibilité de cette branche est, il faut le reconnaître, particulièrement accentuée. Il n'est pas possible de généraliser ces remarques à d'autres branches. Mais cet exemple contribue à suggérer que la réalité n'est pas conforme à ce que supposent les affirmations rigides formulées dans beaucoup de travaux. Les données antérieures attirent l'attention sur le mouvement global de diffusion-massification de la consommation des biens durables. Il faut toutefois noter que si s'est produite une « descente » de ces biens vers la majorité la moins favorisée, les avancées de l'industrialisation se sont par ailleurs accompagnées de la constitution de nouveaux groupes sociaux au profil socio-économique totalement différent de celui de la vieille élite et des classes moyennes traditionnelles, et qui se sont pleinement intégrés comme consommateurs. Le tableau 2, qui rassemble

TABLEAU 2

**Possession de biens durables par des employés de l'industrie
dans la région de l'ABC**

| | |
|---|------|
| Automobile | 65,5 |
| Réfrigérateur | 93,8 |
| Radio/appareil de son | 95,0 |
| Machine à laver | 63,7 |
| Aspirateur | 47,8 |
| Video cassette | 27,4 |
| <i>Source : Instituto Municipal de Ensino Superior (IMES), São Caetano do Sul, mars 1989.</i> | |

* Il s'agit de la région industrielle des environs de São Paulo avec les trois municipalités de Santo André, São Bernardo, São Caetano (N de T).

(3) Renato A. Ortiz, *A Moderna Tradição Brasileira*. Editora Brasiliense, 1988, p. 128.

des informations sur la possession de biens durables parmi les employés de l'industrie – seulement dans la sphère de production – de la région de l'ABC *, montre cette situation :

Si l'on en croit ces données, le modèle de consommation des travailleurs intégrés à la partie moderne de la structure industrielle brésilienne se rapproche de celui des travailleurs des pays développés (Stoffaers, 88). Jusqu'à très récemment, il semblait pourtant presque évident qu'un éventail de consommation comme celui-ci ne pouvait concerner au Brésil que les membres des professions libérales, les petits capitalistes et d'autres groupes socialement privilégiés. C'est une erreur d'appréciation, mais une erreur qui ne se laisse pas facilement dissiper. Car si les modèles de consommation se rapprochent et si les travailleurs ont un comportement rationnel, c'est-à-dire si, compte tenu des différences culturelles, institutionnelles etc, ils visent à faire face aux dépenses d'alimentation et autres dépenses ordinaires, cela tend à prouver que les salaires réels eux mêmes – le pouvoir d'achat des salaires – se rapprochent. Or l'idée que les salaires et les productivités se rapprochent – au moins dans les centres industriels avancés – est systématiquement rejetée pour l'instant. Ce qui aurait été à d'autres époques qualifié d'embourgeoisement du modèle de consommation ouvrier comporte, chez nous, des conséquences multiples qui ne peuvent être présentées dans ces pages.

Les quelques observations sur l'avancée de la consommation de masse me paraissent suffisantes pour illustrer mon propos. Elles montrent que là où l'on voyait « l'Inde », une énorme masse de consommateurs s'est formée. Dès lors, la différenciation entre les individus, même si elle manifeste au plan économique des écarts extrêmes, continue à évoluer rapidement vers l'apparition de l'unidimensionalité typique du monde moderne. Par contraste, il faut souligner que la pauvreté absolue, définie par un revenu par tête familial égal ou inférieur à un demi-salaire minimum, continue à toucher une énorme quantité de brésiliens – 4,4 millions de familles en 1980 contre 7,3 en 1970 –, même si le revenu par famille s'est accru de 89 % dans la décennie des années 1970. La misère de cette ample population, drame pour le Brésil, est liée, dans certaines zones et en particulier dans le Nord-Est, où elle est de loin la plus sensible, aux survivances d'un passé précapitaliste et son maintien vient de l'insuffisance de la croissance. Il n'en va pas de même dans le Sud-Est. Dans ce cas, ce sont « les caractéristiques démographiques familiales qui semblent empêcher l'élimination de la pauvreté résiduelle, par exemple la désagrégation familiale, le nombre de foyers à la charge de femmes seules, la prédominance des femmes parmi ceux susceptibles de travailler et l'appartenance du chef de famille au secteur primaire et tertiaire »(4). Dans les deux cas, il est clair que les victimes ne peuvent arriver par elles-mêmes à échapper à la pauvreté. C'est une situation limite d'inégalité des chances qui rend urgente la mise au point de politiques sociales plus efficaces.

(4) José Pastore et autres, *Mudança social e Pobreza no Brasil: 1970-1980*. FIPE/PIO-NEIRA, 1983, p. 99.

L'ÉVOLUTION DU POUVOIR D'ACHAT

Que les couches de la population dépourvues de quelque privilège que ce soit accèdent progressivement aux fruits de l'industrialisation suppose l'augmentation, dans une proportion parallèle, des revenus perçus par les grandes masses. Bien qu'il s'agisse là d'une sorte de tautologie, nombreux sont ceux qui admettent que la consommation de biens durables s'est effectivement généralisée mais qui persistent à nier, comme s'il y avait là un véritable tabou, que les revenus des couches les moins favorisées se sont substantiellement accrus dans les dernières décennies.

Le tableau 3, qui concerne les années 1960-1980, montre l'accroissement des revenus obtenus par la population active répartie par tranches (déciles) en passant des plus bas au plus élevés.

TABLEAU 3

**Accroissement du revenu de la population active économique :
changements en pourcentages**

| Décile | 1970-1960 | 1980-1970 |
|----------------|-----------|-----------|
| 1 (inférieur) | 9 | 50 |
| 2 | 74 | 47 |
| 3 | 71 | 46 |
| 4 | 50 | 39 |
| 5 | 41 | 30 |
| 6 | 40 | 34 |
| 7 | 38 | 48 |
| 8 | 51 | 47 |
| 9 | 71 | 51 |
| 10 (supérieur) | 101 | 53 |

Source : Tabulations faites par l'auteur à partir des recensements démographiques de 1960, 1970, 1980, IBGE. Les données se réfèrent exclusivement à la PEA ayant des revenus.

Je commente d'abord les seules informations sur la période 1960-1970. Ce qui frappe à coup sûr est la disparité choquante entre les gains des plus riches et ceux des plus pauvres. Ces derniers n'ont vu leurs revenus s'accroître que de 9 % alors que les plus riches ont vu leurs revenus plus que doubler. Néanmoins, si on laisse de côté les deux tranches extrêmes, pour lesquelles les informations sont du reste des moins fiables, le tableau devient plus nuancé. Je me réfère concrètement au fait que le second décile le plus pauvre a des revenus en hausse de 74 %, légèrement plus que l'amélioration obtenue par le second décile le plus riche. Quant au troisième décile le plus pauvre, dans lequel ne figurent toujours pas des membres de la « classe moyenne », ses gains sont de 71 %, bien supérieurs à ceux de 51 % reçus par le troisième décile le plus riche. En somme, une concentration brutale

du revenu s'est produite pendant cette période, mais cela n'empêche pas que d'énormes contingents de la population soient parvenus à obtenir des accroissements de revenus qui sont non seulement élevés en pourcentages, mais supérieurs à ceux obtenus par des segments beaucoup mieux situés sur l'échelle sociale. Il est inutile de souligner que ces données sont tout à fait logiques par rapport au vigoureux commencement de la massification de la consommation de biens manufacturés modernes, ce qui ne semble jamais avoir été mis en lumière.

Considérons à présent les années 1970. Ce qui ressort clairement du tableau, par-delà la moyenne particulièrement élevée de la croissance, est le fait évidemment heureux que les 10 % les plus pauvres ont été entraînés dans le mouvement d'expansion, contrairement à ce qui s'était passé pendant la décennie précédente. Il faut bien sûr noter que le tableau se réfère à l'amélioration moyenne obtenue par ceux qui appartiennent à ce décile.

A partir de ces phénomènes, on peut proposer plusieurs réflexions. Étant donné le propos de ce travail, je crois surtout nécessaire de signaler que, contrairement à ce que l'on suppose en général, les revenus obtenus par les couches pauvres de la population se sont accrus vigoureusement au long de la période considérée, ce qui a fourni la base de la pré-révolution de la consommation de masses qui paraît s'être alors réalisée. Très précisément, le pouvoir d'achat des deuxième, troisième et quatrième déciles les plus pauvres de la population ont progressé respectivement de 156 %, 150 % et 108 % sur vingt ans.

Je ne discuterai pas les raisons qui ont entraîné l'accès croissant des masses brésiliennes aux fruits de l'industrialisation. Il faudrait pour cela examiner avant tout l'évolution de l'emploi à la fois dans l'industrie et dans les services. Le Brésil représente, à cet égard, une expérience unique en Amérique Latine. L'emploi industriel a progressé de 5,2 % par an de 1960 à 1970, de 7,8 % de 1970 à 1980. L'emploi dans les services a moins progressé que celui dans l'industrie, ce qui est la condition pour que les rendements moyens dans le tertiaire s'élèvent de façon significative. A mon avis, c'est ce qui a sous-tendu l'augmentation des revenus et, certainement, la formation d'un marché de masses.

Aucun régime politique ne peut se dispenser d'une prétention à la représentativité. Ce qui n'empêche pas les régimes démocratiques eux-mêmes de se méfier souvent de principes représentatifs qui reviendraient à affaiblir l'unité nationale sous l'effet de la diversité des acteurs et des clivages. On sait qu'en France la référence à la volonté générale a longtemps fait peser la suspicion sur la légitimité des intérêts particuliers.

La mise en perspective des expériences brésiliennes et européennes est à cet égard riche d'enseignements. Il n'est guère de conceptualisations politiques européennes qui n'aient rencontré un écho parmi les élites brésiliennes. Cependant, dès la fin du XIX^e siècle, les idées libérales sont mises en cause et, avec elles, les procédures de représentation qui paraissent artificiellement plaquées sur une société qui n'est pas encore vraiment constituée. La priorité accordée à la construction de l'État conduit à lui déléguer la responsabilité d'«organiser» la Nation et de susciter des modes de citoyennetés différenciées.

Au cours des années récentes, le thème démocratique paraît s'imposer au Brésil comme ailleurs. De manière paradoxale, cette évolution survient à un moment où il n'est pourtant question que de crise de la représentation. Les mutations économiques, l'ébranlement des mécanismes de régulation sociale, les nouvelles formes de communication politique, font surgir au Brésil et ailleurs de nouvelles figures d'éclatement social et d'exclusion. Dès lors reviennent à l'ordre du jour les questions classiques sur les soubassements de la logique représentative. Peut-elle prévaloir si chacun n'est pas convaincu de sa compétence sur les affaires publiques et de son droit à avoir des droits ? Peut-elle se maintenir s'il n'existe pas, plus généralement, une croyance préalable en l'aptitude de la société à s'autoréguler ?

Le cas brésilien permet ainsi d'élargir la réflexion sur le statut changeant de la représentation et de la citoyenneté en fonction des styles d'institutionnalisation du politique.



Ont participé à cet ouvrage, publié sous la direction de Daniel PÉCAUT et Bernardo SORJ : Maria Herminia TAVARES DE ALMEIDA • Ruth CORRÊA LEITE CARDOSO • José MURILO DE CARVALHO • Antonio BARROS DE CASTRO • Patrick CHAMPAGNE • Jean COUSSY • Rubem Cesar FERNANDES • Guy HERMET • Bruno JOBERT • Claude LEFORT • Bernard MANIN • Sergio MICELI • Fabio WANDERLEY REIS • Leôncio MARTINS RODRIGUES • Pierre ROSANVALLON • Ignacy SACHS • Pierre SALAMA • Paul SINGER • Helgio TRINIDADE • Alain TOURAINE • Dominique WOLTON.

